

RN au pouvoir : le risque d'un climatoscepticisme d'Etat, par Camille Etienne et Antoine Dubiau

L'amplification des catastrophes climatiques et la montée du fascisme se conjuguent. Qu'elle se revendique ou non écologiste, l'extrême droite porte un projet politique réactionnaire et violent pour les plus vulnérables. S'y opposer doit rester le cap de l'engagement progressiste, affirment la militante écologiste et le géographe.

La France est assommée par deux réalités qui ne font que s'amplifier : les catastrophes écologiques et la possible accession au pouvoir de l'extrême droite. Toutes deux semblent s'entretenir : les résultats du premier tour des élections législatives reflètent cette dynamique mortifère. Comment désastre écologique et montée du fascisme se conjuguent-ils ?

Le Front national assumait hier son climatoscepticisme. En 2010, la première conférence tenue par le parti sur le sujet s'intitulait : «Changement climatique : mythe ou réalité ?». Spoiler, Jean-Marie Le Pen y parlait de catastrophisme visant à faire accepter une nouvelle vague migratoire. Cette vision des choses n'a pas disparu : en 2023, le député Thomas Ménagé accusait sur France Inter le Giec d'«exagérer», et appelait à tempérer les données de ses rapports.

Plus inquiétant encore, il semble que le vote d'extrême droite ne diminue pas avec l'aggravation des conséquences du réchauffement climatique global, même lors d'épisodes extrêmes. Ce serait même plutôt l'inverse : en Suède, à la suite des canicules de l'été 2018, le parti nationaliste les Démocrates de Suède a obtenu ses meilleurs résultats - notamment dans les régions les plus touchées par les mégafeux nés de ces vagues de chaleur - en appuyant son programme sur la suppression d'une taxe sur l'énergie fossile. De nombreux travaux sociologiques indiquent que les sympathisants des partis d'extrême droite semblent peu préoccupés par la dégradation de l'environnement.

Des ravages écologiques racialement discriminants

Cela peut s'expliquer par le fait que les effets des ravages écologiques sont, pour le moment, racialement discriminants. Les principales victimes sont des populations non blanches vivant au sein de pays non occidentaux. L'invisibilisation est double, tant du côté des responsabilités du ravage en cours que de celui des effets sur les populations : canicule en cours en Inde qui a fait des milliers de morts, sécheresses au Soudan, déplacement d'un million de personnes aux Philippines à cause d'un cyclone, malnutrition au Tchad après l'assèchement du lac homonyme... Les responsabilités occidentales passent aussi sous les radars : exportation de nombreux déchets toxiques occidentaux vers certains pays africains, invisibilisation des effets environnementaux de la dépendance occidentale en matières premières extraites dans les Sud, etc.

L'extrême droite contemporaine, en particulier dans ses formes électorales, apparaît donc comme répulsive à toute politique concrète sur le plan écologique. Chaque fois qu'elle est au pouvoir, son action conduit à un massacre environnemental. Dans le Brésil de Jair Bolsonaro, le nombre de kilomètres carrés de la forêt amazonienne détruit chaque année y a pratiquement

doublé (par rapport à 2018). En Norvège, le parti d'extrême droite Fremskrittspartiet intégré au gouvernement de coalition conservateur s'est vu offrir le ministère du Pétrole et de l'Energie de 2013 à 2019. La production de pétrole, qui diminuait pourtant depuis 2004, s'est envolée.

Le RN n'est pas différent. A toutes les échelles, ses élus votent systématiquement contre les textes ambitieux sur le plan climatique et environnemental, au niveau national comme international : contre la loi européenne de restauration de la nature, contre le Green Deal européen, contre l'accélération de la production d'énergies renouvelables en France, contre une résolution invitant le gouvernement à suspendre l'exploitation minière des fonds marins, abstention sur la loi visant à interdire les polluants éternels, contre la mise en place d'un fonds social pour le climat pour permettre aux plus précaires de rénover leurs bâtiments ou d'acquérir une voiture électrique, contre la réduction des déchets d'emballages et la destruction des invendus vestimentaires, etc. Le programme du RN aux européennes de 2024 fut sans surprise pointé du doigt pour sa grande insuffisance écologique (1).

Derrière le climatoscepticisme, le carbofascisme

Parler de climatoscepticisme pour qualifier le RN aujourd'hui est insuffisant : l'extrême droite n'est pas toujours «indifférente» aux questions écologiques, elle compose aussi avec les questions écologiques pour faire avancer son programme raciste et réactionnaire. Sur le plan climatique, elle incarne ce que l'on pourrait appeler un «carbofascisme» (2). Le mot désigne une convergence d'intérêts dans la défense des énergies fossiles entre l'industrie des hydrocarbures, qui cherche à préserver ses intérêts économiques directs peu importe la réalité climatique, et l'extrême droite, qui défend des modes de vie impériaux qui reposent particulièrement sur l'exploitation des ressources (notamment en hydrocarbures) et des populations non occidentales. Toutes deux s'accordent ainsi sur la perpétuation de l'exploitation des hydrocarbures. Le climatoscepticisme n'est ainsi qu'une façade d'un projet politique plus profond.

Ce carbofascisme est le produit d'une longue histoire de la dépendance du fascisme à l'égard des énergies fossiles, avant même l'émergence d'une conscience climatique. Après l'invention d'un procédé de transformation du lignite en pétrole par des chimistes allemands, le IIIe Reich fit reposer une partie de sa puissance industrielle sur l'exploitation des hydrocarbures. Le contrôle militaire de l'exploitation du charbon constituait l'une des forces du régime nazi, qui ne s'arrêta pas là puisque sa stratégie d'expansion vers l'Est consistait à s'emparer de ressources pétrolières - en Roumanie dès 1940, puis lors de l'opération Barbarossa contre l'Union soviétique. Le recours massif aux hydrocarbures était l'outil de la domination nazie, mais aussi la justification de son projet raciste : c'est précisément la capacité supérieure à dominer la nature qui légitimait la supériorité aryenne.

Le risque écofasciste

Si les partis d'extrême droite s'ancrent indiscutablement dans le carbofascisme, certains idéologues et groupuscules fascistes ont, eux, choisi une autre voie en développant une conception politique de l'écologie empreinte de préoccupations identitaires, organisée autour de la protection du territoire - de sa population comme de son environnement -, le cœur de leur projet politique. Cet «écofascisme» (3) repose sur l'actualisation écologique d'une notion historique de l'extrême droite européenne, celle de l'enracinement. Les communautés humaines seraient liées à leur territoire d'origine, avec lequel elles seraient en harmonie

naturelle - aussi bien écologique que métaphysique. Le rejet de toute forme d'immigration repose sur des arguments présentés comme écologiques pour légitimer la défense de communautés autarciques, patriarcales et racialement homogènes. Cette justification écologique de la fermeture des frontières semble se dessiner dans les discours de l'extrême droite contemporaine, en mettant en avant le fait que le territoire national ne peut accueillir une population trop grande par rapport aux ressources dont il dispose.

Nombre de politiques environnementales déjà mises en oeuvre à travers le monde sont déjà teintées de racisme. Dans plusieurs pays d'Afrique sous domination néocoloniale, la protection de la nature pilotée par des organisations conservationnistes occidentales repose sur l'expulsion et la répression violente des populations locales (4). Dans les pays occidentaux, un puissant «racisme environnemental» s'exerce contre certaines populations non blanches : les activités polluantes sont souvent situées à proximité des quartiers où elles sont reléguées (5). En France, les aires d'accueil où sont assignés les «gens du voyage» sont extrêmement polluées et dangereuses pour la santé (6).

La vision réactionnaire de l'écologie

Si elle arrivait au pouvoir, l'extrême droite s'accommoderait de ces politiques environnementales déjà empreintes de racisme, voire les radicaliserait. Elle dispose, en effet, d'un profond réservoir idéologique et de politiques environnementales déjà mises en oeuvre pour écologiser son discours, comme lorsque Jordan Bardella déclarait que «le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière» en 2019. On peut facilement imaginer comment pourrait être décliné cet argument : protéger les espèces en danger sur le territoire national, tout en faisant mourir les migrant·es en mer en refusant de les accueillir. Ni Reconquête ni le Rassemblement national ne deviendront écofascistes à court terme, mais une vision réactionnaire de l'écologie pourrait prendre de l'importance dans leurs analyses et leurs projets.

Carbofascisme et écofascisme ne s'opposent pas strictement : tous deux ont des périmètres d'expression assez différents. Le premier peut s'incarner à l'échelle étatique tandis que le second est localiste. Le carbofascisme concerne essentiellement le problème climatique (global) et l'énergie, tandis que l'écofascisme s'intéresse aux autres pollutions et à la destruction (locale) de la biodiversité. Mais cela ne doit pas masquer les continuités entre les deux - un projet politique fondamentalement raciste - ni leurs complémentarités.

Qu'elle se revendique ou non écologiste, l'extrême droite défend un projet politique réactionnaire et violent pour les plus vulnérables. Combattre cette perspective doit rester le cap de l'engagement progressiste. Pour autant, surveiller attentivement l'évolution des discours et projets de l'extrême droite sur la question écologique permet de mieux s'y opposer. Dans l'immédiat, faire barrage à l'extrême droite dans les urnes est un impératif écologique. Une nécessité absolue.

(1) C'est le cas de Réseau action climat ou de Reporterre.(2) Fascisme fossile. L'extrême droite, l'énergie, le climat, de Zetkin Collective, éd. La Fabrique, 2020.(3) Pour une analyse de cette galaxie intellectuelle et militante, voir : Ecofascismes, d'Antoine Dubiau, éd. Grevis, 2022 ; la Tentation écofasciste. Ecologie et extrême droite, de Pierre Madelin, éd. Ecosociété, 2023.(4) L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'Eden africain, de Guillaume Blanc, éd. Flammarion, 2020. L'ONG Survival International mène depuis plus de cinquante ans le combat pour les droits des peuples autochtones, notamment touchés par les

politiques environnementales occidentales.(5) La nature est un champ de bataille, de Razmig Keucheyan, «Zones», La Découverte, 2014.(6) Où sont les «gens du voyage» ? Inventaire critique des aires d'accueil, de William Acker, Editions du commun, 2021.Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à idees@liberation.fr.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)